

France 1974-2015 : les leçons d'un désastre.

Posté le : 2 mai 2016 10:51 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

France 1974-2015 : les leçons d'un désastre.

Nous reprenons ici les intéressants calculs de DVD sur la période 1974-2015 qui devraient être affichés au fronton de toutes les mairies de France.

« « Évolution de la population française de 74 à aujourd'hui : Population totale : +12 millions ; Population active : +10 millions.

- Emploi total : +4.4 millions, dont

- Emplois agricoles : -1.4 millions

- Emplois marchands non agricoles : +2.6 millions, dont +2.3 millions de CDD, intérimaires et stagiaires

- Emplois non marchands : +3.2 millions, dont +0.9 millions de CDD, intérimaires et stagiaires

Chômeurs (toutes catégories) : +5.3 millions

Dépenses des administrations publiques en % de la valeur ajoutée du secteur marchand : de 59 % en 1974 à 93 % en 2015

Dettes publiques en % de la valeur ajoutée du secteur marchand : de 29 % en 1974 à 158 % en 2015

Un "étrange désastre", en effet, qui a consisté à fabriquer constamment pendant 40 ans des emplois publics (+2,1 m), des travailleurs précaires (+3,2 m) et des chômeurs (+5,3 m)"".

En quarante ans, la France a réussi à mettre au chômage ou dans la fonction publique l'essentiel de sa nouvelle population. Un échec économique impressionnant. En 1997 nous écrivions :

« Le gonflement absurde des effectifs publics s'est accompagné en France du délabrement de plus en plus complet des services publics. La justice est à genoux. L'Éducation nationale est en pleine déroute. Nos services diplomatiques extérieurs, notamment culturels, s'écroulent. Le secteur médical se clochardise et devient de plus en plus malthusien. La police n'arrive plus à faire face. Nos armées s'ajustent aux baisses de budget continues et ne fonctionnent qu'avec des bouts de ficelles ».

C'était juste avant le plein effet des 35 heures qui a tout aggravé et avant la récession de 2001. Lorsqu'on faisait ce constat, le forum du journal Le Monde s'animait de centaines de réponses injurieuses. Aujourd'hui, qui ose nier que nos services publics sont dans une extrême difficulté ? Nous avons **simultanément** encastré notre secteur marchand et abîmé nos services publics, jusqu'au point où le revenu par tête baisse continuellement et que le bateau national tangue dangereusement.

L'explosion de l'économie boudrichienne internationale, en 2007-2008, a laminé un pays qui était préalablement en grave difficulté. Le désir de la nomenclature publique française et européenne de sortir des conséquences de cette crise par la fuite en avant monétaire et surtout par l'impôt, alors que la France connaissait une fiscalité hors norme et hyperconcentrée, a fini le travail. La France est

exsangue. Les « riches » sont partis. Le pays a explosé en groupes querelleurs. La déprime nationale est à son comble.

Évidemment, on peut toujours affirmer que ces propos sentent à plein nez le « déclinisme nauséabond », que la France est riche de toutes ses énergies et que la sortie de crise est « round the corner ». D'ailleurs, tout ne va-t-il pas mieux, en dépit des propos « irresponsables » du FMI qui souligne que les banques centrales sont presque au bout de leurs pouvoirs et que rien n'est réellement reparti de façon équilibrée et dynamique ?

Avant même d'en tirer des conséquences électorales pour 2017, la grande question, est : **la faute à qui ?**

Une première explication est d'en faire la faillite d'une génération, la génération des soixante-huitards.

Une seconde est d'affirmer que l'Enarchie compassionnelle qui s'est mise en place au début des années soixante-dix a consciencieusement ruiné le pays.

Une troisième est de remarquer que ce sont les crises à répétition qui ont fait le maximum de dégâts et que la réaction socialisante qui a suivi chaque récession a aggravé tout ce qui pouvait l'être.

Évidemment, on peut combiner les trois explications.

Parler d'une génération coupable est à la fois tentant et délicat. Cela revient à dire que les Français sont responsables, en tout cas une partie majoritaire d'entre eux. Que mai 1968, son gauchisme invétéré, sa dénonciation perpétuelle de la bourgeoisie, son refus des réalités, son mépris du « beauf » français réduits à la condition de vil collabo, de sale colonialiste, de persécuteur de juifs, d'esclavagiste récurrent, de raciste anti-noir, d'islamophobe, de xénophobe, sa détestation du capitalisme et de la consommation, n'aient pas été un cadre motivant de conquête économique, c'est plus que clair. L'idéologie dominante a été constamment marquée par la dénonciation de l'argent, de la réussite, de la connivence entre riches et pouvoir, ... L'apparition du bobo urbain, friqué, fonctionnaire, apparatchik ou communicant, ne marquait pas vraiment une ambition économique tournée vers l'activité marchande. Beaucoup d'autochtones français se sont tournés là où le système scolaire leur montrait le chemin : vers les emplois publics, laissant le travail artisanal et industriel aux populations immigrées. Pas de formation manuelle ni d'apprentissage pour nos enfants ! Tous des demi-intellectuels dans des postes protégés !

Le symbole de cette génération est sans doute le très brillant Michel Le Bris, pur exemple de la force ascensionnelle de l'ancienne école, qui, au sortir d'HEC se lance un temps dans la Cause du Peuple jusqu'à la case prison, renonce à une carrière d'écrivain et monte une petite affaire familiale sympathique (l'organisation du festival des « étonnants voyageurs ») mais avec une subvention de près d'un million d'euros chaque année. Il en est à faire du chantage à la ville de Saint Malo pour conserver ses subsides et le travail de sa fille. Lui qui dégoisait ad infinitum sur ces salauds d'héritiers, ces fils de bourgeois qui bénéficiaient honteusement des apports familiaux se retrouve en pater familias soucieux de l'avenir de son héritière de fille à la tête du festival en sécurisant par tout moyen les dotations d'argent public ! La révolution mène à tout.

Pour ceux qui ne sont pas dans les fonctions publiques et leurs bordures, combien, comme lui, vivent à cheval sur un cocktail de recettes privées (modestes) et de recettes publiques (massives) ? La régionalisation a été la source principale, avec le développement des organisations non gouvernementales et le culturel subventionné (merci Djack !), de l'emploi gris, semi-public et semi-privé. C'est plus de 2.5 millions d'emplois qui ont été ainsi créés, entièrement entre les mains des politiques et dépendant des impôts. Sans parler des intermittents du spectacle !

Comment s'étonner que, sur un fond culturel de cette nature, les Français aient disparu de la bagarre

pour les nouveaux marchés ? Les grands projets publics ont tous fini par un désastre, du plan calcul, au Concorde, de la téléphonie au nucléaire. Et il n'y a plus d'entreprises françaises dans la plupart des nouvelles technologies. Notre industrie a fondu en quarante ans. Nous étions de toutes les innovations : cinéma, aviation, publicité, pharmacie, grande distribution. En perdant l'électronique, l'informatique, le numérique après la mécanique et la chimie, nous nous sommes coupés du dynamisme des marchés de production.

« Les faits sont fascistes » déclamait un imbécile à l'Odéon en 68. Les Nuits Debout déclarent le « Rêve général », au milieu de violences aussi gratuites que répétées alors qu'on est en régime d'état d'urgence. L'Odéon est à nouveau occupé. Ce n'est pas une parenthèse qui s'ouvre, comme en 68, mais une parenthèse qui se ferme. Le communisme a disparu. Le trotskisme, dont la France était le dernier repaire, disparaît à son tour dans d'ultimes sursauts. Et il ne reste pas grand-chose du socialisme après la chute de l'URSS dans le monde et encore moins en France, après Jospin et Hollande.

Le repliement des « Français de souche » vers la sécurité et la tranquillité, encouragé par le système scolaire et les intellectuels subventionnés, tout en laissant le secteur du travail dur et exposé pour l'essentiel aux immigrés européens ou venus du monde entier, a indiscutablement pesé sociologiquement et politiquement. Le résultat a été un remplacement de population non seulement dans des banlieues au chômage et laissées à la délinquance, mais surtout dans le reliquat du système productif. La France qui travaille dans le privé est de plus en plus « colorée ». Inutile de chercher ailleurs les raisons de la montée d'un Front national nouvelle manière qui est à la recherche de la clientèle des « petits blancs du secteur public et parapublic » et des ouvriers prolétarisés de l'industrie auxquels l'immigration fait concurrence. La tentative, à gauche, de s'annexer l'immigration (voire Terra nova) avait les mêmes motivations sociologiques.

La droite a été prise au dépourvu par cette évolution qu'elle n'a ni vue ni comprise. Elle ne sait plus très bien où est sa clientèle électorale et hésite entre la tentative de reconquérir les électeurs du Front National (Sarkozy, Buisson, Vauquiez) ou celle des bobos (NKM, Juppé, Raffarin).

Dans les grands centres, l'entreprise vit en symbiose avec les immigrés de la seconde et troisième génération et, à l'extérieur, avec des marchés mondialisés. Elle est prise en ciseau entre la droite anti-immigration et la gauche anticapitaliste, avec en prime les contraintes d'un marché unique européen ouvert à tous les vents.

Mai 1968 a conduit à une impasse politique et sociologique totale, avec une économie marchande supposée triomphante mais en fait laissée à un quasi-abandon. Comme le dit un ancien Ministre des Affaires étrangères : « il serait temps de passer par une phase de lucidité ». Aussi horrible que l'idée peut sembler à une partie de la population, le redressement économique de la France passe par la réconciliation des Français issus d'un peuplement ancien avec les Français issus de l'immigration récente, et la réconciliation du système scolaire et culturel avec l'entreprise et le travail professionnel, tout en cantonnant les fonctionnaires au régalién. Ce n'est pas gagné, compte tenu du rejet général d'un islam redevenu revendicateur et violent, et du poids démesuré d'un secteur culturel, scolaire, universitaire, médiatique et politique intellectuellement et socialement aux abois mais soucieux de conserver ses sinécures de plus en plus violemment. La « déradicalisation » à opérer doit être tous azimuts.

C'est justement parce que la majorité des Français ne se reconnaît plus dans ces hystéries, que la rupture générationnelle des mentalités est en train de s'opérer. Mai 1968, c'est bien fini ! La demande de renouvellement des têtes illustre largement sur ce constat. « On ne recommence pas comme avant ; il faut d'autres têtes et d'autres mentalités au pouvoir ».

Évidemment, les tenants de l'ancien mode de pensée dominant ne lâcheront pas le morceau aussi

facilement. On le voit avec le questionnaire qui fait la joie actuelle des médias : les Français croient à la lutte des classes ! Marx est de nouveau populaire en France ! Le succès du livre de Picketty sur le capital est un autre symbole de cette renaissance marxiste. Les mêmes sondages montrent que les Français sont heureux dans la même proportion dans leur entreprise. Contradiction ? Carlos Ghosn, le double PDG de Nissan et Renault se verse un double salaire : il est aussitôt qualifié d'« indécent », comme les revenus des joueurs de football et autres triomphateurs de l'économie du spectacle et de la publicité. Le thème de l'inégalité qui monte est commenté inlassablement, avec illustration des caprices des super-riches etc. On attise la haine sociale avec un plaisir évident. La lutte des classes veut dire qu'il va falloir singulariser un ennemi de classe et le réduire à quia. « Les salauds au sens sartrien du terme » vont bientôt être de retour.

En France la seule inégalité qui monte est celle entre les chômeurs et les Français protégés par une rente publique. Les riches sont partis ou ont été appauvris. Le rendement des hautes tranches du revenu est en baisse de plus 40 % depuis 2012. La classe ouvrière, elle, a fondu. La lutte des classes n'est plus entre patrons et salariés. La compétition entre les populations pauvres du monde qui émergent au développement et les producteurs mieux pourvus de l'Occident, elle, est en pleine effervescence.

Considérer que l'avenir de la France qui s'est mise dans un corner économique largement de son fait et des mentalités devenues dominantes, est de stimuler l'affrontement entre ce qui reste d'entrepreneurs et de salariés, est le genre de folie collective qui fait douter de l'avenir du pays.

On ne saurait minimiser l'impact de la psychologie collective et des évolutions sociologiques sur l'état du pays. Il nous semble cependant que d'autres facteurs ont joué de façon plus directe.

L'explication par la « défaillance des élites » est celle qui tient le haut du pavé médiatique. Elle évite de se poser les questions que nous venons de rappeler. Se défouler sur un bouc émissaire est agréable, surtout quand on ne définit jamais « les élites » ni la nature de leur trahison, ce qui est bien pratique.

L'Enarchie Compassionnelle, comme nous préférons appeler la classe dirigeante française, s'est mise en place en France à partir de 1974 avec l'arrivée de Giscard et de Chirac aux commandes. Elle ne l'a plus jamais quittée depuis, en dépit de l'élection de F. Mitterrand en 1981 et de N. Sarkozy en 2007. Elle règne par la fusion entre le domaine de l'administration et celui de la politique. Les fonctionnaires ont conquis la sphère démocratique et votent les lois qui les concernent. Les hauts fonctionnaires ont un pouvoir total parce qu'il n'est plus contraint par les dirigeants politiques censés représenter l'ensemble du pays : ce sont globalement les mêmes. Le haut fonctionnaire en France se croit dirigeant politique de droit divin, parce qu'il n'est pas vulgairement intéressé comme les vils mercantis. Il se croit chargé "d'arbitrer la société ". Il en est résulté un interventionnisme pointilleux dans toutes les relations civiles, avec volonté d'empêcher le fort et de valoriser le faible tout en arrosant les conflits de subventions et de réglementations tatillonnes. Pour cela, il fallait des impôts encore des impôts et toujours des impôts. Après quarante de ce régime la France étouffe sous les réglementations et les Français sont étranglés par une fiscalité invasive, généralisée, complexe et spoliatrice. Préférence pour le chômage, soumission aux syndicats, accompagnement de tous les « politiquement corrects » voilà quel est l'oxygène de la haute fonction publique depuis le club Jean Moulin.

La soumission aux Etats-Unis et à l'Union européenne est une obligation intégrée par la haute fonction publique, quelles que soient les conséquences. De nombreux postes bien rémunérés et défiscalisés sont à la clef. Se heurter à la toute-puissance américaine et ne pas crier Europe, Europe, Europe comme un cabri ne peuvent que ruiner les plus belles espérances. Fuir les grandes responsabilités et les concéder à l'étranger est la garantie de ne pas être pris dans un détestable maelström. Il y a une fainéantise et une fuite devant les responsabilités proverbiales au sein de la

haute fonction publique, qui se sent des droits mais aucuns devoirs.

La politique ayant permis de drainer beaucoup d'argent, surtout depuis la régionalisation, cumuler politique et carrière administrative est à la fois rémunérateur, valorisant et sans aucun risque. Comme la haute fonction publique coiffe les grandes entreprises et la banque, elle tient aussi les médias. La majorité des médias chantent donc en permanence la gloire de notre fonction publique "que le monde nous envie" et masque allègrement le déchet productif et social que cette domination sociale implique.

Devant le désastre devenu patent de nos résultats économiques, le climat change. Pas un jour sans la dénonciation des élites administratives et politiques françaises. On la retrouve aussi bien dans le livre sur le redressement du Crédit Lyonnais, le dernier exemplaire de Marianne, moult articles dans Le Monde et le Figaro. Les Français croient toujours que les Hauts fonctionnaires sont les mieux formés aux affaires publiques et tout candidat « de la société civile » (traduisez : non-fonctionnaire), part avec un immense handicap. Les élections présidentielles de 1917 sont bien parties pour voir s'affronter le FN de Marine Le Pen sous influence de l'énarque Philippot, les Républicains représentés par l'énarque Juppé, le symbole même de l'espèce, et le PS toujours avec l'énarque Hollande à sa tête.

Le bavardage anti-élite est juste un défoulement. Bien que la séparation de la haute fonction publique et de la politique soit absolument indispensable, pour restaurer une nation souveraine, une société prospère et des individus plus libres et plus autonomes, ce changement radical est encore largement illusoire. Le verrou est solide.

Il n'en reste pas moins que la responsabilité de l'énarchie compassionnelle dans l'état de la France est majeure. Les remèdes sont faciles : deux articles dans la Constitution.

- N nul ne peut être élu dans une assemblée qui décide de ses conditions d'emploi ;
- Nul ne peut recevoir deux rémunérations de l'Etat.

Vous réservez un statut aux seuls fonctionnaires de catégorie A et vous fusionnez la pléthore des sous statuts actuels pour permettre la plus grande fluidité dans les carrières. Les reins de l'Enarchie compassionnelle seront brisés en un instant. Et cela ne sera que justice.

Reste une dernière cause : les crises à répétition et de plus en plus grave, avec baisse tendancielle de la croissance et montée d'un endettement global catastrophique. Pour nous, c'est le vecteur majeur de la déréliction française. Les crises ont poussé les Français à rechercher en masse la sécurité du secteur public, et la garantie de l'argent public, quitte à sacrifier les faibles (immigrés, jeunes, vieux et femmes). On a abouti au taux d'emploi quasiment le plus faible du monde développé. Un rapport récent illustre bien cet aspect délirant de la situation française que nous dénonçons continûment depuis près de 30 ans maintenant. Il aura fallu attendre ce temps et un organisme international, pour que le fait surgisse enfin dans le débat (et disparaisse en 15 minutes). Rappelons qu'il manque 5 à 10 millions d'emplois dans le secteur marchand français : un handicap intolérable !

Après chaque crise la pression fiscale a monté, sans jamais vraiment baisser pendant les phases de haute conjoncture. Le phénomène n'a pas empêché le développement d'une dette publique insoutenable et d'une dette privée irrécupérable.

Surtout la gravité croissante des crises a permis aux socialistes d'exploiter les mécontentements et de prendre le pouvoir. Ils ont tout aggravé à chaque fois. Le Programme Commun de Gouvernement socialo communiste, une singularité qui fait encore rire dans les cours d'économie politique partout dans le monde sauf en France, a bloqué définitivement le rattrapage en cours à ce moment-là du niveau de vie américain par les Français. Les folies Rocard ont ruiné l'économie et l'Etat. Celles de Jospin ont tué la compétitivité française. Les folies fiscales de début de mandat de Hollande ont

aggravé la situation jusqu'à la limite de l'irréversibilité. La France a besoin de sortir définitivement du socialisme, mais elle ne pourra le faire que si le capitalisme international est profondément réformé pour éviter les crises à répétition qui l'aident à venir au pouvoir bien que le socialisme soit fondamentalement minoritaire.

Abandon de la mentalité soixante-huitarde, séparation du politique et de la haute administration, réforme du système monétaire international et de la gouvernance de la zone Euro, sont les conditions pour que les quarante ans qui viennent soient l'occasion d'un réel redressement. Toucher les mentalités, les structures et la gouvernance est un effort surhumain. La probabilité est plutôt que la France continue sa sortie de l'histoire, dans le dolorisme amer et les faux-semblants. Ou sombre carrément dans le chaos.

L'exemple des pays arabes, du Venezuela, de la Grèce, du Zimbabwe, de l'Espagne, montre qu'un peuple qui lâche prise tombe extrêmement bas. En cas d'effondrement, la situation devient paradoxale : ceux qui auront tenté de se protéger dans le giron de l'argent public seront les victimes les plus touchées. Quand il n'y a plus d'argent, il n'y a plus de secteur public. C'est toute la cohorte des cultureux subventionnés, des fonctionnaires, des employés des associations qui trinqueront les premiers. Et le plus gravement. Et avec toute leur parentèle.

Le fond du défi français est d'arriver à convaincre ces groupes qu'ils sont tellement menacés qu'ils ont intérêt à changer de cap, même s'il leur en coûte un doigt. La stratégie de Hollande-Macron est de les convaincre que les concessions au privé permettront de les sauver et que, sans elle, ils sauteront. Mais que le PS est leur ami et que nul ne veillera plus à leur avenir. Une fusion avec Juppé et NKM les réjouirait. On « changerait pour que rien ne change ». La « recomposition » politique en France est une idée qui séduit la base sociologique qui a cherché le salut sous l'égide de l'argent public.

Les nécessités exigeraient plutôt que les Français admettent que le socialisme est minoritaire en France (moins de 20 % des suffrages, toutes tendances confondues) et qu'il convient de s'en débarrasser définitivement, tout en visant à court terme de faire aussi bien que les meilleurs et à moyen terme d'obtenir les réformes nécessaires en Europe et dans la sphère économique internationale. Cela suppose que le FN ne l'emporte pas sur la droite ou qu'il mette beaucoup d'eau dans son vin raciste pour permettre une convergence de son poids politique avec celui de la droite dite classique. Un certain chemin a été fait sur cette voie. Mais on est loin du compte.

L'idée d'un redressement possible grâce à une vraie politique de rupture, menée par la seule droite dite " de gouvernement", est actuellement incarnée par François Fillon. Certains pensent qu'il lui manque et le gabarit caractériel et les gros bataillons. C'est surtout l'ampleur de son message qu'il lui faut corriger. Il ne peut pas se contenter d'un diagnostic national étriqué. Il faut qu'il porte une vision plus forte aussi bien des causes de l'effondrement français dans les quarante dernières années que des dimensions internationales des réformes à faire.

En tout cas, il est clair que le vrai thème des élections à venir sera celui de l'avenir de la France : que voulons-nous être dans 40 ans ? Sachant que pendant les quarante ans passés nous nous sommes effondrés. La prolongation des tendances du passé nous conduit effectivement à un suicide national caractérisé.

Il ne faut surtout pas revivre les élections de 2012 qui ont été aux limites de la médiocrité et de l'inconscience, avec des pointes d'abjection démagogique parfaitement hideuses. Une partie des forces politiques se battraient pour que rien ne bouge : ce sera l'option Juppé Bayrou NKM Valls et Macron, pour simplifier, axé sur la défense du secteur protégé public et parapublic. Une autre, autour de Fillon ou de Lemaire, marquerait qu'on saute dans une nouvelle pratique, appuyée sur une meilleure compréhension sociologique et avec un cap économique solide à l'intérieur et réformateur

à l'extérieur.

Il est rare qu'une élection soit réellement décisive. Vu l'échec monstrueux des quarante dernières années, il faudrait que celles de 2017 le soient et dans un sens qui permette au pays de sortir des rails suicidaires qui le mènent à l'abîme depuis quarante ans.